



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 4 - Sénégal | Novembre 2025

Analyse des vulnérabilités sécuritaires et sociales au Sénégal



Résumé exécutif

Du 16 octobre au 26 novembre 2025, le système d'alerte précoce de la recherche au service de la démocratie et de la cohésion sociale (RESDECS) a recensé 62 incidents au Sénégal, principalement dans les régions frontalières comme Kolda, Ziguinchor, Kédougou et Tambacounda, couvrant des dynamiques politiques, sociales et sécuritaires. Ces événements révèlent une stabilité relative fragilisée par des vulnérabilités structurelles telles que les inégalités régionales, le chômage des jeunes et les trafics transfrontaliers, avec une prédominance des incidents liés à la cohésion sociale et à la paix. Les interventions des autorités, souvent proactives, ont permis de contenir plusieurs situations, mais soulignent la nécessité d'une vigilance accrue face aux signaux faibles de tensions. Les incidents se répartissent en niveaux d'alerte indiquant une escalade potentielle dans des domaines comme les trafics de drogue et les violences de genre. Des saisies importantes de cocaïne et de chanvre indien, ainsi que des manifestations liées aux ressources minérales, marquent les zones frontalières, tandis que des initiatives positives comme les formations contre les violences basées sur le genre atténuent certains risques. Ce monitoring met en lumière l'efficacité des moniteurs locaux dans la détection précoce, mais appelle à une coordination renforcée pour prévenir les crises. Globalement, ces données confirment le rôle pivot de l'alerte précoce dans un contexte de défis sécuritaires persistants en Casamance et à l'Est du Sénégal, où les influences régionales (Mali, Guinée) amplifient les menaces. Malgré des avancées en développement local (électrification rurale, agriculture), les inégalités d'accès aux services persistent, fragilisant la cohésion sociale. Une action politique ciblée est impérative pour transformer ces alertes en mesures préventives durables.

Faits saillants

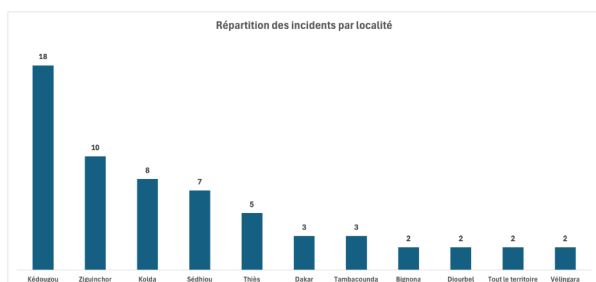
- **Trafics transfrontaliers dominants** : Les trafics transfrontaliers dominent avec 7 incidents rouges liés au trafic de cocaïne (115 kg saisis à Vélingara), chanvre indien et tramadol à Kédougou, impliquant des réseaux maliens et guinéens, les douanes et la police des frontières ayant procédé à des saisies efficaces grâce à un renseignement opérationnel renforcé.
- **Violences de genre et excision** : Des sessions de formation à Kolda, où le taux d'excision atteint 38,5%, ont mobilisé 60 leaders communautaires contre les violences basées sur le genre (VBG) transfrontalières vers la Gambie, aboutissant à la création de comités d'alerte villageois en partenariat avec l'UNFPA et les autorités locales.
- **Inégalités d'accès aux services** : Les incidents (04) mettent en lumière les inégalités d'accès aux services, notamment le manque d'enseignants et les inondations à Tambacounda forçant les élèves à parcourir 10 km pour se rendre à l'école, ainsi que les routes impraticables à Kédougou aggravant les disparités régionales Est/Sud.
- **Tensions minières et foncières** : Les tensions minières et foncières se manifestent par des manifestations à Madina Baffé et Ndiormi contre le recrutement discriminatoire dans les mines, contrastées par l'inauguration de forages pour l'eau potable à Ndiormi, visant à apaiser les revendications locales.
- **Criminalité et groupes armés** : La criminalité et les groupes armés incluent des attaques comme le braquage à main armée à Sinthiou Malème près de Tambacounda, ainsi qu'une activité résiduelle du MFDC en Casamance marquée par la libération d'un soldat via le CICR.
- **Discours clivant et cohésion** : Les discours clivant et la cohésion sociale sont illustrés par

une réaction apaisée à Sédhiou sur Facebook, où le colonel Sankoung Faty promet l'unité nationale et le dialogue face aux propos du ministre de l'Environnement.

- **Défis infrastructurels** : Les défis infrastructurels persistent avec des camions embourbés sur l'axe Bambou-Sabodala à Kédougou, tandis que l'électrification solaire à Magnankanti réduit les inégalités locales en améliorant l'accès aux services de base.

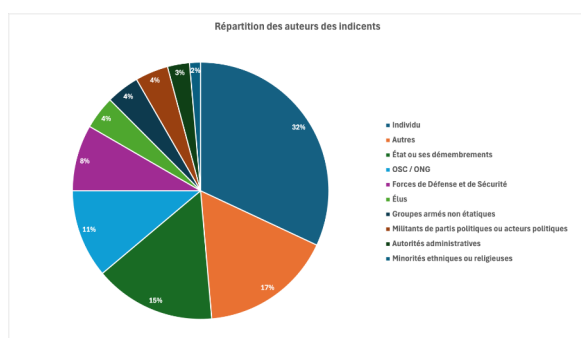
Durant la période du 16 octobre au 26 novembre 2025, les quatre moniteurs déployés ont remonté 62 alertes d'incidents répartis comme suivent :

Figure 1 : Répartition des incidents par localité



Source : *Systèmes d'alerte précoce, RESDECS 2025*

Figure 2 : Les auteurs des incidents



INTRODUCTION

Le Sénégal affirme son statut de modèle démocratique en Afrique de l'Ouest grâce à une stabilité institutionnelle remarquable, marquée par des alternances pacifiques et une vitalité politique reconnue régionalement. Pourtant, cette résilience apparente cache des fragilités croissantes qui menacent la cohésion nationale : des tensions électorales récurrentes, exacerbées par une gouvernance parfois contestée de la CENA et de la DGE, s'ajoutent à un espace civique sous pression, particulièrement sensible lors des périodes préélectorales. Au-delà, des vulnérabilités socio-économiques structurelles pèsent lourd : inégalités régionales flagrantes entre Dakar et les périphéries rurales, chômage massif des jeunes, accès limité aux services de base comme l'eau et l'électricité, et les pressions foncières intenses dues à l'urbanisation et aux rivalités pastorales. Ces défis internes s'entrelacent avec des menaces sécuritaires persistantes, concentrées en Casamance où la question du MFDC demeure un risque latent, alimenté par des groupes armés résiduels et des trafics transfrontaliers de bois, d'armes et de migrants. À l'Est, les régions de Kédougou et Tambacounda connaissent une explosion de l'exploitation aurifère artisanale illicite, génératrice de trafics connexes (or, drogues, armes, êtres humains) amplifiés par l'instabilité au Mali et en Guinée, favorisant la criminalité organisée et les flux migratoires incontrôlés. Parallèlement, l'émergence de dynamiques sociales, comme la prolifération de discours clivant, de haine et de désinformation sur les réseaux sociaux, accentue les risques de divisions communautaires et politiques, rendant impérative une veille proactive. Dans ce paysage complexe, des mécanismes régionaux tels que ceux de la CEDEAO et de l'UA, mobilisent des réseaux d'observateurs locaux, chercheurs et acteurs de la société civile pour détecter signaux faibles et alimenter des bases de données d'incidents vérifiés. Le projet sur la recherche au service de la démocratie et de la cohésion sociale (RESDECS) s'inscrit dans cette dynamique en valorisant la recherche participative et le dialogue inclusif comme outils d'influence sur les politiques publiques. Ce programme ambitionne une gouvernance démocratique renforcée et une cohésion sociale durable, via un système d'alerte précoce opérationnel. Basé sur un monitoring continu, il collecte des données factuelles via des sources secondaires diversifiées (médias, rapports officiels, ONG) et une veille des réseaux sociaux, avec

triangulation pour fiabiliser l'analyse autour d'indicateurs validés en trois composantes : gouvernance politique/démocratique, cohésion sociale et paix/prévention des conflits. Les moniteurs déployés dans huit régions clés (Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Kédougou) assurent une couverture urbaine et rurale exhaustive.

Ce policy brief examine et analyse 62 incidents remontés du 16 octobre au 26 novembre 2025, classés par niveaux d'alerte et dominés par les trafics et inégalités sociales. Il cartographie les dynamiques émergentes (saisies de drogue, VBG, manifestations communautaires liées à un déficit d'infrastructures de base) pour proposer sept recommandations stratégiques préventives, visant à consolider la résilience nationale face aux risques d'instabilité.

Méthodologie

La méthodologie adoptée repose sur un dispositif de monitoring continu et de veille documentaire, conçu pour identifier, suivre et analyser les dynamiques politiques, sociales et sécuritaires qui peuvent constituer des signaux précoces de crise. Elle s'appuie sur le cadre théorique de l'alerte précoce, défini comme l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'interprétation de données factuelles permettant d'anticiper les risques et de renforcer la capacité de réaction des acteurs publics et de la société civile. La collecte d'informations s'effectue principalement à partir de sources secondaires diversifiées : textes législatifs, rapports officiels et statistiques nationales, publications des organisations internationales et des ONG, analyses académiques, ainsi que médias nationaux et internationaux (presse écrite, radio, télévision et médias en ligne). L'accent est mis sur la triangulation des sources et la prise en compte des divergences éditoriales pour limiter les biais. En complément, une veille active des réseaux sociaux permet de suivre la circulation des rumeurs, les discours de haine et les mobilisations citoyennes, qui constituent des indicateurs essentiels dans le contexte sénégalais. Le système d'alerte précoce de la recherche au service de la démocratie et de la cohésion sociale (RESDECS) repose sur un monitoring continu et une veille documentaire pour détecter les signaux faibles de crises politiques, sociales ou sécuritaires, s'appuyant sur un référentiel de 60 indicateurs validés autour de trois composantes : gouvernance politique, cohésion sociale et paix. La collecte provient de sources

secondaires diversifiées (médias, rapports officiels, ONG) et d'une veille des réseaux sociaux, avec triangulation pour minimiser les biais. Un réseau de moniteurs couvre des régions clés (Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Kédougou), effectuant revues de presse, extractions quantitatives/qualitatives et codage thématique des données. Les données sont vérifiées par des chercheurs et consolidées par des experts pour produire des analyses contextualisées et des policy briefs opérationnels. Ce dispositif, intégré au projet de la RESDECS financé par l'UE, vise à influencer les politiques publiques via des recommandations court/moyen terme, favorisant une gouvernance démocratique et une cohésion durable. La couverture territoriale saisit dynamiques urbaines et rurales, des mobilisations politiques aux tensions foncières. Les 62 alertes de la période ont été classées par niveaux (vert à rouge), permettant une anticipation des risques et un accompagnement des décideurs.

Résultats clés

1. Des trafics transfrontaliers toujours dominants

Les trafics transfrontaliers d'armes, de drogues et de migrants dominent la composante "Paix au Sénégal", avec 7 incidents classés rouges sur les 35 analysés, représentant le niveau d'alerte le plus élevé. Ces cas incluent des saisies majeures comme 115 kg de cocaïne dissimulée dans un Toyota Tundra à Vélingara (Kolda), l'interpellation de deux suspects par la Brigade commerciale des Douanes de Kalifourou, ainsi que 200 g de chanvre indien et 36 tablettes de Tramadol à Kolia (Kédougou) par la police des frontières de Saraya. Ces opérations soulignent la porosité des frontières Sud et Est, exacerbée par l'instabilité malienne et guinéenne, où les réseaux structurés exploitent les zones aurifères pour financer une criminalité organisée impactant la sécurité et l'économie locales. Les forces de défense et de sécurité démontrent une efficacité notable via un renseignement opérationnel renforcé, avec les arrestations immédiates et enquêtes en cours, limitant l'escalade immédiate. Cependant, la récurrence de ces incidents (trafics d'armes, drogues, carburants et êtres humains) révèle des vulnérabilités persistantes dans les régions de Kolda, Kédougou et Tambacounda, où l'exploitation illicite d'or artisanal sert de vecteur financier. Une coopération sous-régionale accrue

s'impose pour démanteler ces chaînes transfrontalières et prévenir les débordements sécuritaires.

2. Inégalités régionales persistantes

Quatre incidents portent sur les perceptions d'inégalités d'accès aux services publics entre régions ou groupes, principalement au niveau rouge, illustrant des fractures structurelles freinant la cohésion sociale. À Tambacounda (Bakel), le déficit d'enseignants, les marches forcées des élèves sur 10 km et les inondations transformant les écoles en abris pour sinistrés aggravent les disparités Est/Sud versus Centre. À Kédougou, les routes impraticables comme l'axe Bembou-Sabodala, embourbées par des camions miniers en saison des pluies, bloquent les déplacements et amplifient l'enclavement. Les autorités locales interviennent positivement, comme à Kédougou avec l'inauguration de forages solaires à Gada Dinguessou-Ndiormi par la mairie et SGO, ou l'électrification solaire à Magnankanti, réduisant les tensions immédiates liées à l'eau et l'électricité. Ces initiatives pallient partiellement les protestations locales sur la répartition des ressources (foncier, eau, infrastructures), mais les inondations récurrentes et le manque d'infrastructures scolaires persistent, soulignant un besoin de désenclavement prioritaire pour équilibrer le développement territorial.

3. La persistance des violences basées sur le genre (VBG)

Les incidents liés aux violences basées sur le genre (VBG) et au non-respect des droits humains, classés orange et rouge, mettent en lumière un taux élevé d'excision à Kolda (38,5%), accentué par la position frontalière avec Gambie, Guinée-Conakry et Guinée-Bissau. Dans le cadre du projet APE-VBGSR de l'UNFPA, le Grandmother Project a formé 60 leaders communautaires, religieux et jeunes de six villages (Kandia, Nmataba, Velingara), identifiant l'excision, les violences sexuelles, les mariages précoces et défaut d'actes de naissance, avec des filles emmenées en Gambie pour ces pratiques. Les autorités locales, en partenariat avec l'UNFPA, ont supervisé la création de comités villageois d'alerte, des campagnes d'état civil et des échanges transfrontaliers gambiens, favorisant une prévention coordonnée sur 36 mois couvrant Kolda, Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor. Ces partenariats locaux et internationaux atténuent les menaces aux droits humains, mais la persistance des mentalités traditionnelles et des VBG transfrontalières

relie directement la cohésion sociale à la sécurité des zones frontalières.

4. Les tensions sécuritaires en Casamance et dans l'Est du Sénégal

Les tensions sécuritaires en Casamance et à l'Est comptent plusieurs incidents orange et rouges, incluant l'activité résiduelle du MFDC avec la libération d'un soldat retenu depuis avril à Djinaki via le CICR, et des hommages aux soldats tombés renforçant le lien armée-nation. À Sinthiou Malème (Tambacounda), un braquage armé post-marché a blessé des habitants, dépouillés d'argent et des téléphones, évoquant la criminalité transnationale liée au Mali frontalier. Les forces armées et gendarmes réagissent rapidement avec la sécurisation de zones, les enquêtes et les interpellations, pour détention illégale d'armes et des menaces conjugales. Influencées par les conflits régionaux (Guinée, Mali, Gambie), ces dynamiques exigent une vigilance accrue face aux groupes armés latents et les mouvements suspects en zones frontalières, malgré une présence militaire renforcée.

Recommandations stratégiques

- Renforcer la surveillance frontalière par une coopération (CEDEAO) accrue, avec le partage de renseignement en temps réel entre douanes, police et partenaires voisins pour démanteler les réseaux de trafics illicites.
- Déployer des campagnes mobiles d'état civil et d'éducation ciblant les jeunes et les femmes en périphéries, incluant la numérisation des registres et la facilitation des cartes biométriques pour contrer les fraudes électorales.
- Soutenir les formations sur les VBG et l'excision via des comités villageois transfrontaliers, en partenariat avec UNFPA et les leaders locaux, pour une prévention durable.
- Améliorer les infrastructures Est/Sud (routes, écoles, forages) via un plan national de désenclavement prioritaire, intégrant adaptation climatique aux inondations.
- Créer des bases militaires mobiles et des dialogues communautaires en Casamance/Est, pour prévenir les escalades sécuritaires et renforcer la confiance populations/forces armées.
- Promouvoir un dialogue politique local contre les discours clivants, via des foras inclusifs et une veille des réseaux sociaux, pour apaiser les tensions ethniques et partisans.
- Assurer un suivi transparent des projets de développement (Sonacos, mines aurifères) avec une priorité aux emplois locaux équitables et une reddition de comptes.

Conclusion

Les 62 incidents recensés du 16 octobre au 26 novembre 2025 confirment l'efficacité du système d'alerte précoce de la RESDECS dans la détection de signaux faibles liés à la gouvernance, la cohésion sociale et la paix, malgré une répartition alarmante (12 rouges, 10 oranges). Les interventions proactives des autorités (saisies douanières massives, formations sur les VBG, infrastructures locales) atténuent les risques immédiats et posent les bases d'une résilience accrue, mais les trafics persistants et les inégalités structurelles fragilisent la stabilité nationale. Le renforcement des capacités des moniteurs terrain et la production régulière de policy briefs opérationnels influenceront directement les politiques préventives, favorisant une cohésion sociale durable dans un contexte de vulnérabilités régionales. Un dialogue inclusif entre État, société civile, forces de sécurité et partenaires régionaux (CEDEAO, UE) s'avère essentiel pour consolider la paix face aux influences transfrontalières et les discours clivants. Ce monitoring appelle à une mobilisation collective immédiate, transformant ces alertes en opportunités de gouvernance proactive, de développement équitable et de prévention des crises au Sénégal.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Côte d'Ivoire					
Nombre de conflits intercommunautaires ou interethniques signalés			1	1	2
Sentiment de marginalisation d'un groupe social ou ethnique		1			1
Gouvernance politique et démocratique en Côte d'Ivoire					
Appels au boycott ou à la désobéissance civile			1	6	7
Destructions de biens et pertes en vie humaine			1		1
Nombre d'arrestations de journalistes, opposants ou activistes			5		5
Nombre d'incidents liés aux discours politiques haineux				1	1
Paix et Sécurité en Côte d'Ivoire					
Crash d'un appareil volant de l'armée		1			1
Nombre de conflits communautaires ou interethniques rapportés				1	1
Nombre de morts et de blessés dû à un accident de circulation		1			1
Nombre de morts/blessés dus à des affrontements locaux				1	1
Sentiment d'insécurité ressenti par les populations			1		1
Trafic de stupéfiants			1		1
Total		3	10	10	23

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute